

Dans son discours de jeudi dernier, le premier ministre a indiqué les liens étroits qui existent entre les prix, les réserves et les approvisionnements existant en fin de compte. Cela m'amène à l'élément le plus important de toute la question énergétique, et il concerne aussi bien le Canada que les autres pays. L'avenir des Canadiens dépend essentiellement de réserves suffisantes et de moyens de les exploiter et de les transporter. Il est reconnu que la prospection pétrolière partout dans le monde nécessite d'importants capitaux à risques. Les dépenses totales du Canada progressent actuellement au rythme de presque 2,000 millions de dollars par an—soit environ 5 millions par jour—dont la moitié est consacrée à l'exploration. Il est vital que le volume des investissements actuels se maintienne malgré le projet gouvernemental de création d'une société nationale des pétroles. Le premier ministre (M. Trudeau) a dit jeudi dernier que l'exploration n'avait pas été aussi intensive qu'on le voudrait. Je suis d'accord avec lui sur ce point. S'il le pensait vraiment, pourquoi le gouvernement a-t-il tant tardé à établir des règlements pour les permis et les concessions pour le pétrole étranger et celui de l'Arctique? Comment le gouvernement peut-il espérer une activité plus intense ou de l'activité tout court lorsque les personnes susceptibles de risquer de grosses sommes d'argent dans les recherches n'ont pas de règles de jeu depuis presque quatre ans? Ce sont des actes et non des paroles qu'il faut. Si le premier ministre veut réellement que l'exploration s'intensifie, qu'il établisse des règles et des stimulants au lieu de parler.

• (1550)

Dans sa déclaration, le premier ministre a beaucoup insisté sur la nécessité pour les Canadiens de participer au développement de leurs ressources. Les Canadiens et les membres de notre parti insistent depuis de nombreuses années pour que le gouvernement le permette. Le 11 janvier, j'ai demandé au ministre des Finances s'il envisagerait de modifier l'impôt afin de permettre aux Canadiens d'investir dans l'industrie pétrolière et gazière, tout comme on le fait à l'étranger. Jusqu'à présent, je suppose que le gouvernement n'a jamais pensé qu'il importait au Canada ou aux Canadiens que nos ressources nous appartiennent. Au lieu de permettre à des particuliers de faire leur choix, il faut maintenant entraîner le contribuable canadien dans la course avec la société nationale des pétroles qui fait le choix et les paris.

Lorsque le premier ministre a parlé de la création de ce que l'on pourrait appeler la société des pétroles Trudeau, il ne nous a rien dit de son budget. Il a parlé d'une importante somme de 40 millions de dollars pour la recherche. Il faudra que nous apprenions beaucoup plus sur le projet gouvernemental de création d'une société nationale des pétroles avant de savoir ce que le gouvernement a en tête. Le premier ministre a bien dit cependant que l'une des fonctions de la société serait de venir en aide aux petites entreprises canadiennes dans leur exploitation et d'y participer. Mais le premier ministre a complètement oublié qu'il y a plus de 150 sociétés pétrolières et gazières indépendantes qui cherchent des hydrocarbures en Colombie-Britannique, en Alberta, en Saskatchewan, au Manitoba, en Ontario, au Québec et dans la plupart des provinces Maritimes. Les exigences au chapitre de la participation au capital étant considérables et les réserves découvertes directement fonction des investissements, ces sociétés indépendantes s'en remettent à des partenaires financiers pour pouvoir poursuivre leurs recherches. Les mesures gouvernementales, en diminuant la confiance chez tous les

Approvisionnements d'énergie—Loi

investisseurs au Canada, supprimeraient un élément viable et important de l'entreprise pétrolière canadienne, élément qui est déjà en place. De fait, les sociétés pétrolières et gazières indépendantes ont fait depuis quelques années plus de 80 p. 100 du forage d'exploitation ou d'exploration au Canada.

Je voudrais parler brièvement du prix du pétrole dans l'Est du Canada. Dans son discours du 6 décembre, le premier ministre dit que le gouvernement ne veut pas mettre fin aux exportations canadiennes et qu'il ne veut pas réduire les importations provenant de fournisseurs dignes de confiance. Il n'a toutefois rien dit du prix de ces importations. Les députés de l'autre côté n'ont peut-être pas dit à leurs électeurs que parce que le Canada aurait à payer le prix mondial pour le pétrole étranger, les prix seraient plus élevés au Québec et dans les Maritimes qu'ailleurs au Canada. Il en est ainsi parce qu'on s'attend que les pays de l'OPEP augmentent leur prix de près de 10 p. 100 en janvier. Par conséquent, les habitants du Québec et des Maritimes paieront l'essence et le fuel jusqu'à 9c. de plus le gallon que les autres Canadiens et ils continueront de le faire. On n'a peut-être pas expliqué clairement aux habitants d'un important secteur du Québec et des Maritimes que le gouvernement ne compte pas réduire les importations provenant de sources sûres. Si le premier ministre avait poursuivi en disant que les habitants de ces provinces devront payer le prix mondial et qu'ils seront donc toujours obligés de payer plus que les autres Canadiens, ce qui est maintenant évident et qu'ils seront, désormais à l'abri de certains prix, ils auraient certainement réagi autrement.

[Français]

J'espère que les députés de l'autre côté de la Chambre ont bien compris, et ont expliqué clairement ces faits aux électeurs de leurs circonscriptions.

[Traduction]

Quant au bill C-236, permettez-moi de dire que c'est une exagération, car l'existence actuelle ou éventuelle du problème n'a pas encore été déterminé de façon satisfaisante par le gouvernement. La nation n'a pour se guider que la parole douteuse du gouvernement qui lui dit qu'une crise la menace ou pourrait la menacer. Mais il s'arroge cette prérogative, visiblement à titre provisoire. Néanmoins, on peut difficilement concevoir qu'un gouvernement tel que celui qui occupe en ce moment les banquettes ministérielles puisse un jour abandonner un pouvoir aussi envivant, à supposer que cette soi-disant crise finisse par s'estomper.

Le gouvernement devrait s'en tenir à la réalité et dire la vérité aux Canadiens. Qu'il fasse clairement savoir à la nation qu'elle doit s'attendre à une hausse du prix de l'énergie. Qu'il lui explique exactement quelle est sa politique en matière de prix. J'exhorte le ministre de l'Énergie, à ne plus essayer de toujours duper certaines personnes—devrais-je dire de parfois duper tout le monde? Les Canadiens savent, le cas échéant, faire face à un coup dur. Mais dites leur la vérité pour qu'ils puissent se former leur propre jugement.

Avant de terminer, monsieur l'Orateur, j'exhorte également le gouvernement à reconnaître le rôle essentiel de l'énergie à joué et peut jouer dans l'avenir de notre pays, et à cesser d'essayer de politiquer avec cette ressource essentielle, tentative qui s'avérera, en fin de compte, désastreuse et très préjudiciable à tous les Canadiens.

M. Duncan M. Beattie (Hamilton-Mountain): Monsieur l'Orateur, le bill dont nous parlons a été déposé